

Assurance-chômage—Loi

M. Orlikow: J'ai été surpris de l'entendre dire qu'il voterait contre cet amendement parce qu'à son avis il détourne du travail les chômeurs, autrement dit, les décourage de retourner au travail. J'ai l'impression—j'espère avoir tort—que le député et bon nombre de ses amis croient vraiment qu'il y a beaucoup de chômeurs qui retirent des prestations d'assurance-chômage mais ne veulent pas, en fait, travailler.

Des voix: Bravo!

M. Epp: Tout à fait juste!

M. Orlikow: Le député de Provencher (M. Epp) dit «Bravo». Je nie pas qu'il y ait des chômeurs qui retirent de l'assurance-chômage mais ne veulent pas travailler. Si le député de Provencher ou moi allions croire cela, il nous faudrait supposer qu'il y a plus de gens à Terre-Neuve qui profitent indûment du système qu'il n'y en a au Manitoba. Plus de 20 p. 100 des Terre-Neuviens sont en chômage, et la situation est presque la même au Nouveau-Brunswick. Ces gens sont-ils plus filous que ceux du Manitoba ou de la Saskatchewan? Je ne le crois pas.

● (1740)

Il y a un plus fort pourcentage de gens au Québec à l'est de Montréal qui sont en chômage qu'il y en a entre Montréal et la frontière de l'Ontario. Abusent-ils plus du système que les gens de Montréal? Je ne le crois pas. En novembre dernier, 734,000 personnes au Canada étaient en chômage. Cela signifie qu'il y avait presque 200,000 chômeurs de plus en novembre dernier qu'il y en avait en novembre 1974. Tous ces gens sont-ils moins intéressés à travailler qu'ils ne l'étaient en novembre 1974? Sûrement pas.

Il y a moins de chômage dans des villes comme Vancouver, Calgary, Winnipeg, et Toronto qu'il n'y en a dans la partie de Thunder Bay représentée par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras), ou à Saint-Jean de Terre-Neuve, ou dans bien d'autres villes vivant d'une industrie. La raison n'en est pas que les gens de ces endroits désirent moins trouver du travail; ils sont en chômage parce que l'économie ne les avantage pas.

Des députés de l'Opposition officielle se sont joints à nous pour critiquer le gouvernement au sujet du nombre de mises en chantier au Canada, qui est de beaucoup inférieur à celui de l'année dernière. Le nombre de mises en chantier aux États-Unis, qui achètent une grande partie de leur bois du Canada, a beaucoup baissé.

M. Blais: Est-ce un bill sur le logement?

M. Orlikow: Si le député voulait ouvrir ses oreilles et écouter un instant, au lieu de passer ses remarques comme il le fait si fréquemment, il comprendrait très rapidement ce que je veux dire. Je ne parle pas encore depuis cinq minutes, monsieur l'Orateur, et je ne pense donc pas abuser du temps de la Chambre. Il demeure que l'industrie du bois est dans une dépression. Cela signifie que les travailleurs du bois au Canada, non seulement de la Colombie-Britannique qui avait un gouvernement néo-démocrate mais aussi de North Bay, sont en chômage et touchent des prestations d'assurance-chômage. Ils veulent travailler, mais le marché du bois a ralenti. Il y a 750 mineurs qui ont été récemment mis à pied à Sudbury par Falconbridge et qui touchent maintenant des prestations

[M. Orlikow.]

d'assurance-chômage. Ils sont en chômage parce que la demande internationale de métaux comme le zinc, le cuivre et le nickel a diminué.

En effet, j'ai dit qu'il y avait 734,000 chômeurs en novembre, mais ce chiffre ne tient pas compte de tous les chômeurs. Je ne critique ni Statistique Canada ni le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, mais le fait est que ces données ne comprennent pas les chômeurs autochtones. Je ne me trompe guère, j'en suis certain, lorsque je dis que 80 p. 100 des autochtones du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Nord-Ouest de l'Ontario sont en chômage. Je n'accepterais pas qu'un député, à la Chambre ou ailleurs, prétende que les autochtones ne veulent pas travailler. Au contraire, c'est que nous n'avons pas mis au point des programmes qui leur offrent des possibilités d'emploi.

Lorsque les députés déclarent qu'ils s'opposent à cet amendement parce qu'il inviterait le chômeur à ne pas travailler et à vivre de prestations d'assurance-chômage, je dis que c'est illogique dans 95 p. 100 des cas. Nous aurions le plein emploi au Canada si le gouvernement voulait se fixer cet objectif. Pour la gouverne des députés tellement doués pour les interpellations mais si peu pour faire leurs propres discours, je ne répéterai pas les observations que j'ai faites hier soir. J'ai cité les propos d'un ministre qui a eu la chance ou peut-être la malchance d'être ministre de la Main-d'œuvre en 1971 lorsque furent débattues les dernières modifications apportées à la loi sur l'assurance-chômage. Il s'est alors plaint que le taux de chômage dépassait 4 p. 100 et il a promis aux Canadiens que le gouvernement libéral s'était fixé comme objectif de réduire ce taux. Selon lui, ce chiffre était trop élevé, était une honte pour un pays aussi riche que le Canada en richesses naturelles.

Nous étions alors parfaitement d'accord avec lui; pourtant, aujourd'hui, avec la même administration libérale, nous avons un taux de chômage de plus de 7 p. 100. L'année prochaine, le taux de chômage pourrait se situer entre 7½ et 8 p. 100; il pourrait même être plus élevé, car nul d'entre nous n'a encore pu calculer les répercussions du programme de lutte contre l'inflation que le gouvernement a mis en œuvre et qui signifiera sûrement plus de chômage.

De nos jours, je le sais, ceux qui disent la vérité n'ont pas la cote d'amour; quand les temps sont difficiles, les gens aiment bien imputer les torts à d'autres. J'ai entendu bien des gens qui travaillent déclarer que, s'ils le voulaient, les chômeurs pourraient travailler. Ce n'est pas le cas. Ensuite, je dis que si le gouvernement croyait dans le plein emploi et s'il élaborait des programmes pour faire travailler les gens, le nombre de personnes qui n'arrivent pas à trouver un emploi diminuerait très considérablement.

Permettez-moi de terminer en recommandant au ministre d'étudier une proposition du sénateur américain Hubert Humphrey. Il s'en est fallu d'un demi pour cent des votes requis pour qu'il soit élu président des États-Unis. Il a présenté au Congrès des États-Unis un bill qui fera très bientôt l'objet d'un débat et qui, une fois adopté, chargerait le gouvernement d'assurer le plein emploi dans ce pays. Si l'industrie privée ne peut être incitée à employer tous les gens désireux de travailler aux États-Unis, il appartiendra alors au gouvernement américain de mettre au point des programmes qui leur donneront du travail.